

30 milliards de dollars au Canada. Les Canadiens, quant à eux, ont investi plus de la moitié de cette somme en Europe, soit 18 milliards, tout en comptant moins de 10 % de population. En tant que partenaire économique de l'Europe, le Canada estime que le programme de 1992 mènera à la création d'un marché plus vaste, plus solide et plus dynamique qui offrira de nouveaux débouchés aux exportateurs canadiens.

Dans le cadre de son programme *Horizon le monde*, notre gouvernement a pris des mesures concrètes pour encourager les entreprises et l'industrie canadiennes à profiter des nouvelles possibilités qui se font jour en Europe. Nous avons publié une série d'études sur l'impact de 1992 sur différents secteurs de l'économie canadienne. Nous avons tenu diverses conférences et séminaires, auxquels étaient invités des conférenciers européens, pour nous assurer que les Canadiens sont au courant des faits relatifs au marché unique de 1992. Nous avons parrainé de nombreuses missions commerciales dans les pays de la CE, et facilité la participation des entreprises canadiennes à des salons tenus dans diverses régions de l'Europe. De plus, nous nous sommes employés à encourager les coentreprises entre entreprises canadiennes et européennes.

Par exemple, en avril dernier, à Amsterdam, nous avons parrainé le *Carrefour Canada - Pays-Bas 91*. Grâce à cette manifestation, nous avons fait connaître 39 nouvelles sociétés canadiennes aux Pays-Bas. Les représentants de ces entreprises, spécialisées dans le matériel et le logiciel, la micro-électronique, les instruments et les télécommunications, ont rencontré ceux des sociétés néerlandaises correspondantes dans le cadre de rendez-vous individuels. Quelque 190 sociétés néerlandaises ont participé à l'événement. Nous prévoyons qu'il en résultera des ventes importantes dans un proche avenir.

Le désir de libéralisation du commerce qui a inspiré l'initiative de 1992 doit également revitaliser les négociations de l'Uruguay round. Par suite de la prolongation de la procédure accélérée aux États-Unis, il est maintenant possible de conclure ces négociations.

Les objectifs du Canada en ce qui concerne l'Uruguay Round n'ont pas changé depuis le début des négociations. Nous souhaitons endiguer la vague protectionniste et garder ouverts les canaux commerciaux actuels. Nous voulons obtenir une réduction des barrières tant douanières que non douanières. Nous voulons établir de nouvelles règles pour le commerce agricole. Nous voulons accroître la sécurité d'accès aux marchés en établissant des disciplines plus strictes sur les mesures de protection d'urgence et les subventions. Nous voulons renforcer le système du GATT ainsi qu'établir de nouvelles règles pour le commerce des services, les aspects de la propriété intellectuelle liés au